



Déclaration des élus FSU à la CAPA Hors classe des agrégés

Blanquer tombera-t-il à droite ou à gauche ? Telle est la question.

La semaine passée a été l'occasion pour les députés et sénateurs les plus réactionnaires de défendre des positions, qui vu de nos établissements, nous paraissent absurdes et dangereuses : pour museler les personnels, ils ont entériné l'article 1 qui nous imposerait un devoir de réserve si nous osions critiquer le fonctionnement de notre système scolaire ; pour nous brimer et mettre en cause notre professionnalité, ils nous imposeraient notre formation continue durant les vacances scolaires, pourraient mettre à pied les collègues qui arrivent en retard, donnant leur accord à cette sanction disciplinaire nouvelle de 3 jours sans salaire que le chef d'établissement pourrait décider seul sans aucune consultation d'une instance de contrôle paritaire ; pour surenchérir dans les accents patriotiques, ils veulent ajouter au drapeau tricolore la devise républicaine, ... Les mêmes qui prétendent lutter contre le prosélytisme musulman en interdisant aux mères voilées les sorties scolaires, veulent dans le même temps garantir une contrepartie financière aux communes les plus engagées dans le soutien aux écoles catholiques. Oui, le fond de l'air est malsain.

La même semaine, la mobilisation enseignante s'est poursuivie contre la réforme du lycée et les projets de loi en cours de discussion. Le rectorat de Toulouse a été bloqué et le samedi, la manifestation parisienne à l'initiative de la FSU, avec le soutien de la FCPE, de la CGT et de SUD a mobilisé plus de 10 000 collègues.

Depuis quelques jours, la plateforme Parcours sup dysfonctionne à nouveau : ce système que nous avons toujours dénoncé place à nouveau les futurs bacheliers à 1 mois du bac dans une situation très angoissante et démobilisatrice avant l'examen. Il opère un tri totalement opaque et souvent incompris des lycéens et de leurs professeurs, met à mal le devenir des futurs bacheliers technologiques qui, nombreux se retrouvent sans solution à cette heure, il institutionnalise une sélection à l'entrée de l'université que nous avons toujours refusée et accroît l'arbitraire.

Le Ministre entre dans des zones de courants contraires. Déjà, il a dû remiser son projet de regroupement des écoles primaires et des collèges en mesurant le scandale d'une telle mesure aux yeux des élus des communes et surtout des professeurs des écoles et des directeurs d'école dont la mission est bafouée. Quant au gouvernement, M. Darmanin qui prétendait être plus royaliste que le roi, en répliquant au président le lendemain de son intervention qu'il était en capacité de supprimer les 120 000 postes de fonctionnaires annoncés lors de l'élection de 2017, il annonce maintenant être prêt à entamer des négociations salariales.

Derrière ce théâtre d'ombres, s'agitent en réalité les forces contraires du monde social. M. Blanquer tombera-t-il à gauche ou à droite ? La réponse est dans le rapport de forces que nous serons en mesure de livrer au monde de l'argent, de sa morale managériale, de son favoritisme social en faveur des privilégiés et de ses promesses de vendre notre service public à la découpe aux appétits bien aiguisés de tous les marchands d'éducation ou de coaching.

Soyez assurés de notre plein engagement pour continuer à nous opposer au démantèlement de nos statuts, de nos métiers et au final de notre système d'éducation nationale que vous ne pouvez faire mine de ne pas voir. Ce n'est pas là un combat corporatiste mais républicain fidèle à nos valeurs de défense d'une éducation laïque émancipatrice au service de la lutte contre les inégalités.

Ce préambule n'est pas complètement indifférent au sujet qui nous préoccupe aujourd'hui pour cette CAPA consacrée à la Hors-Classe. Le PPCR en a profondément modifié les règles, reconnaissant désormais que chaque personnel à vocation à parcourir les deux grades durant sa carrière, amenant le passage à la HC à

devenir un peu l'équivalent d'un changement d'échelon pour permettre une fin de carrière et surtout une retraite dans de meilleures conditions financières. Nous regretterons pour cette raison le maintien d'un veto sur certains candidats, les chicanes pécuniaires n'arrangeront certainement pas la situation de ces collègues au sein de l'Education Nationale.

Notre plus grosse inquiétude vient surtout des effets possibles d'une remise en cause de cette philosophie. Le projet de loi sur la Fonction publique, en redonnant la main aux évaluateurs primaires et notamment aux chefs d'établissements sur l'évaluation du parcours professionnel des collègues, serait un vrai retour en arrière source d'arbitraire et d'iniquité entre collègues. Et ce serait également une trahison quant aux engagements pris lors de la précédente mandature.

Renforcer l'arbitraire dans l'évaluation, réduire la place du paritarisme, on est très loin de l'école de la confiance que notre hiérarchie prétend vouloir mettre en place.

Concernant le tableau qui nous est proposé ce jour, le barème mis en place l'an dernier suite au PPCR permet à tout collègue au 11^{ème} échelon avec au moins 3 ans d'ancienneté d'être promu sauf opposition du Recteur, ce sont les seuls collègues du 11^{ème} échelon à voir un effet financier favorable pour ce changement de grade. Le tableau présente un équilibre femme-homme, ce qui est le cas depuis plusieurs années.

Cependant, il est regrettable que, contrairement aux collègues qui ont pu bénéficier d'un 3^{ème} rendez-vous de carrière avec contestation possible de l'avis Recteur, les collègues qui ont un nouvel avis cette année ou ceux qui ont eu un avis l'an dernier à l'issue de la CAPA ne puisse pas le contester. C'est un manque d'équité entre l'ensemble des promouvables de ce tableau.

Nous remercions enfin les services pour leur disponibilité et les réponses qui ont pu nous être apportées en amont de cette capa.